

## **AFGHANISTAN**

### **Les responsables de la mort de plusieurs civils doivent être tenus de répondre de leurs actes**

*Index AI : ASA 11/013/02*

Amnesty International a demandé aujourd'hui (mardi 2 juillet 2002) que les États-Unis enquêtent de toute urgence sur le dernier accident survenu dans la province de l'Uruzgan, en soulignant la nécessité de rendre publics les résultats de ces investigations. « *L'armée américaine devrait prendre immédiatement des mesures pour éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise* », a ajouté l'organisation de défense de droits humains.

« *Le bombardement meurtrier d'une fête de mariage dans un village alourdit le bilan humain déjà très élevé des attaques aériennes auxquelles se livre depuis neuf mois la coalition conduite par les États-Unis* » a déclaré Amnesty International, avant d'ajouter : « *Le droit de la guerre doit être respecté.* »

Les forces dirigées par les États-Unis doivent prendre les mesures qui s'imposent pour protéger les civils lorsqu'elles fixent leurs objectifs militaires et choisissent leurs modes d'attaque. Elles devraient également renoncer à une attaque s'il apparaît que l'objectif n'est pas militaire ou que l'attaque risque d'être disproportionnée par rapport à l'objectif militaire suivi.

Les règles du droit international humanitaire requièrent que les personnes qui prévoient ou décident de lancer une attaque doivent faire tout leur possible pour s'assurer que les objectifs visés ne sont pas civils. Lorsqu'il s'avère impossible de savoir avec certitude si une cible est utilisée ou non à des fins militaires, on devra supposer qu'il s'agit d'un bien de caractère civil.

Amnesty International est préoccupée par l'augmentation du nombre de civils tués récemment en raison d'erreurs dans le choix des objectifs. À l'occasion de plusieurs accidents survenus à la fin de l'année 2001 et au début de l'année 2002, des villageois afghans ont accusé les États-Unis de s'être fondés sur des informations leur ayant été fournies dans l'intention de nuire, ou de les induire en erreur, pour mener des opérations militaires ayant provoqué de lourdes pertes parmi les civils.

Amnesty International demande à nouveau aux autorités américaines d'enquêter sur les attaques militaires ayant provoqué des pertes parmi les civils et de rendre publics les résultats de ces investigations.

### **Complément d'information**

Selon des informations reçues d'Afghanistan, des responsables gouvernementaux à Kaboul ont fait état pour l'instant de 30 morts. Des témoins de l'accident ont indiqué quant à eux que plus de 120 personnes avaient été tuées ou blessées. Les informations en provenance des hôpitaux font état d'un grand nombre de femmes et d'enfants parmi les victimes. Des incertitudes demeurent en ce qui concerne les circonstances de cet accident. Selon les informations disponibles, des civils auraient été tués le 1<sup>er</sup> juillet à une heure du matin lorsque des B-52 ont largué des bombes, et des hélicoptère de combat AC-130 ont tiré, en riposte à ce que les autorités américaines ont décrit comme des attaques anti-aériennes dirigées contre une patrouille en vol de reconnaissance. À Kaboul, des informations ont suggéré que les coups de feu tirés en l'air traditionnellement lors d'un mariage avaient pu être confondus avec des tirs offensifs. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**